

Grèce : l'acharnement

Michel Husson, *Alternatives économiques*, 30 mai 2017

La réunion de l'Eurogroupe sur la Grèce du 22 mai s'est soldée par un échec. Les ministres européens des Finances ont refusé de valider la mise en oeuvre du programme en cours. Certaines des réformes, notamment des retraites et du marché du travail, n'étaient pas assez avancées à leurs yeux.

Les créanciers décident de tout

Pourtant, les autorités grecques avaient fait de leur mieux en faisant voter quelques jours avant, le 18 mai, un nouveau paquet de mesures couvrant la période 2018-2021. Il ne faisait que transposer l'accord préliminaire conclu avec la Commission européenne le 2 mai. Le [document préparatoire](#) (que le site [Keep Talking Greece](#) a fait « fuiter ») donne un aperçu de l'étendue des champs couverts et du soin avec lequel sont détaillées les mesures à prendre. Cela permet de prendre conscience du fait que la Grèce n'est plus une démocratie : ce sont les créanciers qui, désormais, rédigent ses lois.



Faute d'accord, la nouvelle tranche à venir de 7,5 milliards d'euros ne pourra être débloquée, alors que la Grèce en a absolument besoin pour faire face à une échéance de 7 milliards en juillet. Et les titres de la dette grecque ne sont toujours pas éligibles à la BCE.

Les Grecs ne sont donc pas vraiment le problème.

La vraie divergence oppose les institutions européennes et le FMI

Wolfgang Schäuble, le ministre des Finances allemand et Jeroen Dijsselbloem, le président de l'Eurogroupe, avaient par avance annoncé qu'il n'y aurait pas d'accord. Leur tactique consiste à maintenir une pression constante sur la Grèce, mais surtout à repousser autant que possible toute discussion sur un nouvel allègement de la dette que demande par ailleurs le FMI.

Les Grecs ne sont donc pas vraiment le problème. La vraie divergence oppose les institutions européennes et le FMI. Ce dernier déclare que la dette grecque est insoutenable, tout en préconisant des mesures supplémentaires encore plus dures que celles des Européens. Cette position renvoie sans doute à la volonté de ne pas renouveler l'erreur commise en 2010, qui avait consisté à violer ses statuts qui lui interdisent de prêter à un pays dont la dette est insoutenable (voir « [Les "erreurs" du FMI](#) »).

Les « bruits subtils » de Bruno Le Maire

Le nouveau ministre des Finances était mandaté par le président Macron pour trouver un accord permettant de réduire la charge de la dette grecque lors de la réunion de l'Eurogroupe. Grâce au site grec [Euro2Day](#) qui en a fait « fuiter » [les minutes](#) (*Flash report*), on peut constater que le nouveau ministre n'a pas été plus vigoureux que son prédécesseur. Comme Michel Sapin il a émis, pour reprendre [une formule caustique de Varoufakis](#), « quelques bruits discordants mais très subtils (...) pour finalement se plier à la ligne de Doc Schäuble. »

[Les marchés plutôt que les Grecs.](#)

[C'est après tout ce qui compte vraiment pour Bruno Le Maire](#)

Dans sa première intervention, Bruno Le maire se plaint du « manque de clarté » qui fait obstacle à un compromis que la France est prête à soutenir, et fait peser toute la responsabilité sur le FMI. Vers la fin de la réunion, Le Maire dit être d'accord (« *en même temps ?* ») avec Euclide (Tsakalotos) et Wolfgang (Schäuble) et répète que, décidément, le FMI doit faire un geste. Mais sa vraie préoccupation est ailleurs : il conclut en souhaitant que « nous serons capables de communiquer positivement à la réunion de ce soir [la conférence de presse], c'est important pour les marchés. »

Les marchés plutôt que les Grecs. C'est après tout ce qui compte vraiment, et, de manière très cohérente, Le Maire s'est empressé de reporter une autre réunion sur le projet de taxe européenne sur les transactions financières ([Les Échos du 24 mai](#)).

L'économie-fiction aux manettes

Dans ses [prévisions de février dernier](#), la Commission européenne discernait « des signes de reprise en lien avec la mise en oeuvre du programme » et n'hésitait pas à prévoir une croissance de 2,7 % en 2017, puis de 3,1 % pour 2018. Pas de chance : le PIB a reculé de 1,2 % au dernier trimestre de 2016, et de 0,1 % au premier trimestre de 2017. La Commission européenne a donc dû réviser [ses prévisions](#) trois mois plus tard : ce sera dorénavant 2,1 % en 2017 et 2,5 % en 2018. Mais elle ne renonce pas à son bel optimisme : « *Après un recul au quatrième trimestre de 2016, la reprise devrait redémarrer cette année.* » Ce n'était donc qu'un incident de parcours.

[Il n'y a aucune raison de penser que l'application d'un programme d'austérité forcené pourrait par miracle produire de la croissance](#)

La réalité est qu'après avoir baissé d'un quart au plus fort de la crise, le PIB de la Grèce est plat depuis le début de 2013 : il oscille autour de 46 milliards d'euros de 2010 (par trimestre). Les prévisions de la Commission lui font franchir une marche d'escalier dès cette année, suivie d'une autre en 2018.

Mais il n'y a aucune raison de penser que l'application d'un programme d'austérité forcené pourrait par miracle produire un tel résultat. Est-ce d'ailleurs une coïncidence si l'OCDE, moins impliquée dans les négociations avec la Grèce, est beaucoup plus prudente ? Dans ses dernières [Perspectives économiques](#) de décembre 2016, elle table sur une croissance de 1,3 % pour 2017, puis de 1,9 % en 2018. Et c'est le Parliamentary Budget Office du Parlement grec qui évoquait, dans [un rapport](#) publié en mars 2017, la menace de « *nouveaux cercles vicieux et d'une stagnation prolongée* », si les hypothèses de croissance n'étaient pas vérifiées. On ne saurait mieux dire.

L'acharnement désordonné des créanciers

L'enjeu réel du programme est la mise en place d'un gigantesque *roll over* de la dette grecque : tout l'argent qui est prêté à la Grèce est immédiatement affecté au service de la dette. Les « réformes » et l'austérité qui lui sont imposées ne visent pas à relancer l'activité économique

mais à s'assurer de sa capacité à faire face aux échéances à venir. Cela passe par l'obtention d'excédents primaires démentiels : Jeroen Dijsselbloem réclame au moins 3,5 % du PIB pendant cinq années à partir de 2018. Mais aucun pays n'a jamais réalisé une telle « performance » qui ne pourrait déboucher que sur une nouvelle récession.

La manière dont on ballade ainsi la Grèce (prochaine réunion le 15 juin) montre qu'il faut cesser de parler de négociations

La manière dont on ballade ainsi la Grèce (prochaine réunion le 15 juin) montre qu'il faut cesser de parler de négociations. Le ministre grec pourrait aussi bien être absent des débats où s'opposent les points de vue du FMI et de la Commission européenne. Les voies d'un compromis ne sont jamais explorées, alors même qu'en février dernier, le FMI faisait [des propositions précises](#) pour rétablir la soutenabilité de la dette grecque : allongements des maturités allant de 10 à 30 ans ; report des paiements d'intérêt jusqu'en 2040 ; plafonnement des taux d'intérêt à 1,5 % pendant 30 ans.

On ne peut s'empêcher de se rappeler le [plan présenté par Yanis Varoufakis](#) lors de ses premières réunions avec la troïka au printemps 2015. Il était fondé sur l'échange des titres de la dette grecque contre des obligations perpétuelles ou indexées sur la croissance, et il aurait sans doute permis de trouver un accord raisonnable sans qu'aucune des parties ne perde la face. Que ce type de compromis paraisse aujourd'hui hors de portée permet de mesurer la violence faite au peuple grec.